

Koen Geens parviendra-t-il à déminer le dossier «prisons» aujourd'hui?

Alors que la grève dans les prisons bruxelloises et wallonnes dure depuis trois semaines, le ministre de la Justice reçoit les syndicats ce mardi. Il faudra plus qu'un «masterplan» pour les convaincre.

BENOÎT MATHIEU

La vie de Koen Geens (CD&V) est, pour l'heure, tout sauf un fleuve tranquille. Alors qu'il doit déjà gérer une grève dans les prisons, qui s'éternise depuis trois semaines, avec en toile de fond de possibles tensions communautaires, le ministre de la Justice s'est fait égratigner ce week-end sur le plateau de la RTBF. Jean de Codt, à la tête de la Cour de cassation, y a en effet redit tout le mal qu'il pensait des économies réalisées sur le dos de la Justice, assimilant la Belgique à un «*Etat voyou*», qui, en mettant à mal son appareil judiciaire, s'abîmait lui-même, au nom d'impératifs budgétaires difficiles à comprendre (lire également en pages 2 et 11). Et carrément «agresser» sur le plateau de RTL, par le président du Tribunal de première instance de Bruxelles, Luc Hennart, attribuant un zéro pointé à sa politique.

Le genre de déclaration que Koen Geens n'est pas du genre à laisser filer sans rien dire – du moins s'il estime que c'est oublier le travail qu'il abat

depuis qu'il a repris les rênes de ce département sensible. Il a donc réagi ce lundi, le ministre. Regrettant «certains propos» du premier magistrat du pays (voilà pour Jean Codt), et exprimant «son étonnement grandissant devant la manière téméraire et vexatoire» dont s'exprime Luc Hennart. Surtout, Koen Geens a tenu à remettre certains points sur les «i», en retraçant tous les efforts déjà entrepris pour la Justice, qu'il s'agisse de faire diminuer la population carcérale, de combler les manques béants en termes de personnel ou d'assainissement de l'arriéré financier que la Justice traînait derrière elle. Le ministre reçoit les magistrats ce matin.

Le «masterplan» n'a pas suffi

Voilà pour la défense de son bilan passé. Ce mardi, c'est au présent que Koen Geens va devoir s'attaquer. En recevant une nouvelle fois les syndicats, afin de trouver une sortie de piste à ce mouvement de grogne des agents pénitentiaires bruxellois et wallons, qui ont débrayé il y a trois semaines de cela. Vendredi encore, le ministre, auréolé de son «masterplan prisons», avait tenté sa chance. Sans succès: la réunion n'a pas débouché sur un accord. Les syndicats franco-

phones n'en démordent pas; ils n'accepteront pas le plan de rationalisation du ministre et veulent en revenir au cadre de personnel en vigueur en 2014. Un point c'est tout.

Ce «masterplan» n'a donc pas vraiment impressionné les syndicats, qui demandent, à court terme, des effectifs supplémentaires. Le plan avalisé vendredi par le gouvernement Michel, lui, entend s'attaquer à la surpopulation carcérale et la vétusté des prisons en construisant ou renouvelant 1.432 places et en prévoyant 860 places supplémentaires pour les internés.

La rencontre entre les syndicats et Koen Geens est prévue pour cette après-midi – le matin, place aux actions. La CSC fera ainsi un petit tour à Bruxelles devant le siège du MR, ainsi que le SPF Justice.

En attendant, cela urge. La situation des détenus ne s'améliore pas, les condamnations continuent à pleuvoir sur l'Etat. Et les pompiers, appelés ici et là à la rescousse, menacent eux aussi de partir en greve.

Les syndicats francophones n'en démordent pas: ils veulent revenir au cadre de 2014.